

## Rama Yade en visite au Burundi

PANA, 26/02/2009 Bujumbura, Burundi - Le président de la République du Burundi, Pierre Nkurunziza, a reçu, jeudi, en audience, la secrétaire d'Etat française chargée des Affaires étrangères et des droits de l'Homme, Mme Rama Yade, le second jour de sa visite de travail dans le pays, apprend-on de source diplomatique à Bujumbura. "Nous sommes venues rendre hommage aux progrès réalisés par les Burundais sur le chemin de la paix, la sécurité et la relance du développement après plusieurs années de guerre civile", a-t-elle expliqué au sortir de l'audience chez le président Nkurunziza. Malgré ces progrès, "il y a néanmoins encore des points importants à améliorer", a ajouté l'ambassadrice française.

Mme Yade a cité le cas du processus de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) des combattants des forces nationales de libération (FNL) qui n'avance pas et risque de compromettre dangereusement l'accord de cessez-le-feu liant, théoriquement, le pouvoir central et le dernier mouvement rebelle encore actif dans le pays depuis septembre 2006. Elle a, en outre, plaidé la cause des enfants soldats qui restent aujourd'hui encore otages des FNL. Dans le domaine des libertés publiques, Mme Yade a fustigé des "crispations politiques" qui maintiennent encore en prison des politiciens, journalistes et syndicalistes pour des délits d'opinion. Les cas de Alexis Sinduhije, président du mouvement pour la solidarité et le développement (MSD, parti d'opposition en attente d'agrément), Jean-Claude Kavumbagu, directeur de l'agence de presse en ligne, Net press, et de Juvénal Rududura, syndicaliste, focalisent depuis des mois l'attention des médias locaux et autres défenseurs des droits de l'homme. "Nous avons déjà exprimé nos inquiétudes sur ces cas, d'abord, en tant que Français, ensuite, en tant que présidence locale de l'Union européenne (UE)", a-t-elle rappelé, avant d'annoncer que la question a encore fait l'objet d'échanges avec le chef de l'Etat burundais, le belge de la Coopration, Charles Michel, également en visite de travail au Burundi, a évoqué notamment, mercredi, les mêmes cas de "prisonniers d'opinion" avant de demander instamment aux autorités burundaises de procéder à leur libération immédiate, rappelle-t-on. Le président Nkurunziza a néanmoins souligné, jeudi, que le Burundi est un "Etat de droit" et qu'il ne lui revenait pas de libérer des prisonniers à la place des instances judiciaires directement concernées. La France et la Belgique sont les principaux bailleurs de fonds bilatéraux du Burundi sur le continent européen et pourraient user de cet atout pour parvenir à leurs fins, commentait-on jeudi dans les milieux des défenseurs des droits de l'homme à Bujumbura.